

NOTES INTERNATIONALES

CUBA

Une délégation trotskyste à la radio cubaine

La camarade Olga Scarabino, représentant à Cuba les trotskystes organisés dans le Parti Ouvrier Révolutionnaire d'Uruguay, a été invitée à s'exprimer à la radio dans le programme transmis le 5 septembre dernier par la section « Action et Sabotage » du mouvement du 26 juillet. Elle y a rendu hommage aux révolutionnaires tombés à Cienfuegos, le 5 septembre 1957, ainsi qu'à toutes les victimes de la dictature de Batista. Dans ses déclarations, nous relevons les passages suivants :

« Je suis venue de l'extrême-sud du continent en premier lieu pour comprendre les réalisations de la Révolution cubaine, principalement la réforme agraire; deuxièmement pour fortifier et créer des liens directs avec les ouvriers et le peuple de Cuba, et aussi pour apporter toute mon aide à la Révolution. Je suis à votre disposition pour aider de quelque manière que ce soit... »

« La réforme agraire est une nécessité objective urgente pour tous les pays de l'Amérique latine qui ont avant tout une économie agraire. Sans la réalisation d'une réforme agraire totale, il ne peut y avoir de solution d'aucun des problèmes économiques des masses latino-américaines. Pour cette raison, tous les peuples d'Amérique latine ont les yeux dirigés sur Cuba... »

« Nous considérons que la Révolution cubaine fait partie d'un ensemble, la lutte des masses latino-américaines pour leur libération. Aucun problème, de Cuba ou de tout autre pays, ne peut être résolu dans le cadre national. Les ouvriers le comprennent. La déclaration des ouvriers mineurs de Bolivie récemment publiée dans « Révolution », la résolution du F.R.A.P. (front unique ouvrier) du Chili qui y a aussi été publiée, proposent l'organisation d'un Congrès ouvrier, montrent très clairement les sentiments des masses latino-américaines... Nous qui soutenons ces actions estimons qu'il est aussi fondamental d'organiser dans chaque pays un Front unique anti-impérialiste, ainsi qu'un Front unique anti-impérialiste latino-américain pour la défense et le soutien de la Révolution cubaine contre ses ennemis de l'intérieur et de l'extérieur. »

ALGERIE

Un député trotskyste de Ceylan intervient pour l'Algérie

A la Conférence de l'Union interparlementaire qui s'est tenue à Varsovie pendant l'été dernier, notre camarade Leslie Goonawardene, membre du Parlement de Ceylan, a utilisé son temps de parole (très limité) pour intervenir en faveur de la révolution algérienne.

CEYLAN

Après l'assassinat du Premier ministre Bandaranaike

L'assassinat du Premier ministre Bandaranaike le 25 septembre avait un caractère politique. Il était l'œuvre d'un moine bouddhiste, militant dans une organisation raciale. Nous avons signalé antérieurement que le gouvernement du M.E.P. de Bandaranaike, porté au pouvoir par les masses en 1956, était dans une situation critique. La droite de la coalition gouvernementale exigeait un terme aux concessions devant la pression des masses; elle força Bandaranaike à chasser de son gouvernement les deux ministres du groupe Philip Gunawardene (qui donnaient une teinte « socialiste » au gouvernement). Mais cela

ne lui suffisait pas; Bandaranaike se montrait encore trop sensible aux pressions des masses. Après son assassinat, il fut remplacé à la tête du gouvernement par le chef de l'aile droite, l'ancien ministre de l'Education, Dahanayake.

En ce qui concerne l'attentat, outre l'assassin lui-même, l'enquête a provoqué déjà l'arrestation d'un important leader politique, moine bouddhiste lui-même, et a forcé le ministre de la Santé à donner sa démission. Au Parlement de Ceylan, le camarade N. M. Perera, leader de l'opposition, apporta des faits graves (réunions clandestines chez le nouveau Premier ministre; propositions à certains députés; obstruction à l'enquête de la police et de la justice, notamment au sujet du propriétaire de l'arme du crime...) qui mettaient en cause le nouveau chef du gouvernement, lequel plaida non coupable d'une façon médiocre. Il ne put obtenir que 48 voix contre 43 pour repousser un vote de méfiance.

La nouvelle situation politique créée par l'assassinat est à la fois plus claire et moins compliquée. La polarisation des forces de classe commencée avec la décomposition du M.E.P. en mai 1959 s'accéléra. Le danger d'un assaut contre les droits démocratiques et les conquêtes antérieures des masses deviendra plus grand. Le nouveau gouvernement ne fera plus de concessions. Les conditions économiques et la situation financière pousseront le gouvernement vers un conflit avec les masses, en vue, si besoin est, d'une dictature militaire. Mais la situation dans les masses, résultant de l'assassinat de Bandaranaike, est défavorable à son successeur. La condamnation ouverte du cléricanisme bouddhiste par les bouddhistes eux-mêmes a fait craquer les fondations du gouvernement. Les moines bouddhistes ne reçoivent plus d'aumônes, et ont même été attaqués. Un coup sévère a été porté au racialisme cinghalais. Le poids de la religion et du racialisme en politique ayant été affaibli, deux sérieux obstacles sur la voie du mouvement révolutionnaire ont été enlevés. Le groupe Philip Gunawardene qui avait cherché à s'appuyer sur le bouddhisme cinghalais a été sérieusement affaibli. Le P.C. est aux yeux des masses trop faible et trop peu sûr. Les déplacements dans la conscience des masses se font en direction du L.S.S.P.

Mais la situation n'est pas de tout repos pour le L.S.S.P. et la classe ouvrière. Les forces réactionnaires dans et hors le gouvernement ne sont pas inactives, elles ont l'appui de forces réactionnaires étrangères. La situation, de toute évidence, mûrit dans un sens révolutionnaire. A la classe ouvrière dirigée par le L.S.S.P. se posera comme tâche l'établissement d'un gouvernement ouvrier et paysan.

ETATS-UNIS

La grève des aciéries

Au moment où nous terminons ce numéro, les ouvriers des aciéries ont dépassé leur 110^e jour de grève, et l'issue de la lutte est incertaine.

Comme lors de chaque cessation de convention collective depuis bientôt la fin de la guerre, les dirigeants des syndicats ouvriers avaient déposé une demande d'augmentation de salaire. Cette fois-ci elle était modeste, si modeste que personne ne pouvait contester que les patrons pouvaient accorder les 10 cents sans entamer sérieusement leurs bénéfices. Les dirigeants ouvriers croyaient qu'il suffirait d'une grève plutôt symbolique, comme à l'habitude, pour obtenir à peu près satisfaction. Mais les patrons refusèrent de discuter salaires si une disposition de la convention collective n'était pas supprimée: celle qui donnait aux ouvriers des garanties quant à la qualification de l'emploi. Autrement dit, les patrons voulaient profiter de la nouvelle conjoncture sur le marché du travail et de l'automatisation grandissante

pour imposer aux ouvriers de nouvelles conditions de travail dépourvues de garanties.

Les patrons s'étaient préparés, notamment au moyen de stocks pour une épreuve de force. Malgré l'empirisme des directions ouvrières, le mouvement syndical a répondu à cette épreuve, non avec une perspective claire et juste, mais du moins avec un sens de solidarité effectif.

Devant cette lutte énorme, l'administration Eisenhower a, tout d'abord, feint de ne pas vouloir s'immiscer: on est dans le pays de la « liberté »! Mais la résistance ouvrière dépassait les prévisions. Alors le gouvernement a décidé de demander aux magistrats de prendre une décision conforme à la loi Taft-Hartley, selon laquelle les intérêts nationaux étant en cause, les ouvriers doivent reprendre le travail, pour une durée de 80 jours pendant lesquels un effort de négociation et d'entente sera poursuivi. Les syndicats ouvriers se sont engagés dans la procédure et ont obtenu un petit délai avant que la Cour suprême se prononce. Il est probable qu'intervient ici un facteur plutôt secondaire — les élections de l'an prochain pour lesquelles s'ouvre dès maintenant une campagne pour la désignation des candidats. Contraindre les ouvriers légalement à reprendre le travail, faire ainsi échouer leur grève par l'appareil administratif et judiciaire de l'Etat, pourrait avoir des conséquences politiques tant immédiates que lointaines.

Entre temps, des patrons de second ordre ont accepté les revendications ouvrières.

En tout cas, comme nous le disions au début de cette note, l'issue du conflit, d'un conflit comme on n'en avait pas vu depuis longtemps aux Etats-Unis, reste incertaine.

C'est une grève qui intéresse les travailleurs des autres pays capitalistes, notamment comme indication des visées patronales au moment où le plein emploi est en voie de disparition, et bien entendu comme étape dans le développement du mouvement ouvrier américain.

ANGLETERRE

Après les élections

Le Labour Party a subi une défaite; malgré une mobilisation très active de ses membres, il n'est pas parvenu à déplacer une certaine masse électorale que son programme libéral, très peu différent au fond de celui des conservateurs, rend indifférente à la lutte politique.

Aussitôt après cet échec, des droitiers du L. P. se sont prononcés pour une politique encore plus timorée et pour le rejet de tout ce qui peut, même de loin, avoir une teinte socialiste. A la direction, Gaitskell et Bevan s'associent pour éviter une intense lutte intérieure, car à gauche, au contraire, on tire comme leçon qu'il faut un vrai programme socialiste.

Quoi que fasse la direction, cette lutte aura lieu probablement avant peu. La gauche était en montée, surtout dans la partie syndicale du mouvement travailliste, à la veille des élections et le résultat de celles-ci, qu'elle avait en partie prédit, loin de l'accabler, ne fera que la stimuler.

LA VERITE DES TRAVAILLEURS

PERMANENCE

64, rue de Richelieu
PARIS (2^e)

RIC. 03-52 et la suite

Métro: Bourse

Semaine, de 17 h. à 19 h.
le samedi, tout l'après-midi